

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 27 mai 2021
(Convocation du 12 mai 2021)

Aujourd'hui, le vingt-sept mai deux mille vingt et un à 10h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	25
• Voix	183
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	26
• Voix	184
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents en visioconférence :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Christiane AUTIGEON, Céline SALLES, Dominique DEGOS, Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN, Paul CARRERE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Charles PELANNE, Bernard SOUDAR
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard KRZYNSKI
- Pour les communautés de communes membres : Madame Isabelle CAZALIS et Messieurs Philippe BRETHES, Philippe CASTETS, Jean-Marc LESCOUTE, Pierre CAZERES, Jean-Emmanuel DARGELOS, Francis BETBEDER
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Christian DUCOS, Jean-Jacques DANE, Bernard LABADIE, Antoine LEQUERTIER, Daniel ARRIBERE

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Madame Pascale REQUENNA

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Nathalie BARROUILLET, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Gabriel BELLOCQ, Xavier LAGRAVE, Thierry CARRERE
- Pour les Régions membres : Monsieur Andde SAINTE-MARIE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe CASTEL
- Pour les communautés de communes membres : Madame Christine FOURNADET et Messieurs Philippe LATRY, Pierre LAJUS, Philippe BARON, Michel CUYAUBE, Didier GAUGEACQ, Denis LANUSSE, Jean-Michel LE BIHAN, Christophe PUGNETTI, Jean-Pierre REMY, Laurent NOLIBOIS, Jean-Yves ARRESTAT, Patrick MAUNAS
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel CHANUT, Didier SAKELLARIDES, Michel BAREYT, Bernard LOUGAROT

Secrétaire de séance : Madame Christiane AUTIGEON

**OBJET : Gouvernance / Avis de l'EPTB sur le projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux et du programme de mesures associé 2022-2027**

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'environnement,

VU le code de l'urbanisme,

VU la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE du parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

VU l'arrêté du 2 avril 2020 modifiant l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux,

VU la note technique du 3 mars 2020 relative à la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux et des programmes de mesures associées pour le troisième cycle de gestion de la directive cadre sur l'eau,

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en date du 20 décembre 2019 portant approbation de la mise à jour de l'état des lieux du bassin Adour-Garonne,

VU la délibération n° DL/CB/19-21 du comité de bassin en date du 2 décembre 2019 portant adoption des questions importantes et du programme de travail pour la mise à jour du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et de son programme de mesures (PDM) 2022-2027,

VU la délibération n° DL/CB/19-21 du comité de bassin en date du 2 décembre 2019 portant validation de l'actualisation de l'état des lieux préalable au SDAGE et PDM 2022-2027,

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en date du 20 décembre 2019 portant approbation de la mise à jour de l'état des lieux du bassin Adour-Garonne,

VU la délibération du comité de bassin en date du 16 octobre 2020 portant avis sur le projet de programme de mesures 2022-2027,

VU la délibération du comité de bassin en date du 16 octobre 2020 portant adoption du projet de SDAGE 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et approbation des modalités générales de mise à disposition du public et de sollicitation de l'avis des assemblées et organismes du 15 février au 15 août 2021 sur les projets de SDAGE et PDM 2022-2027.

CONSIDERANT la lettre de saisine en date du 8 février 2021 cosignée du Préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne et du Président du comité de bassin Adour-Garonne sollicitant l'avis de l'EPTB sur les projets de SDAGE et PDM ainsi que sur le projet de PGRI avant le 1^{er} juillet 2021 dans le cadre de la consultation institutionnelle,

Exposé des motifs :

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) est la déclinaison au niveau du district hydrographique de la directive cadre européenne sur l'eau (DCE). Il est accompagné du programme de mesures (PDM) qui décline à l'échelle de sous bassins versants de gestion les mesures génériques à mettre en place pour atteindre le bon état des masses d'eau.

Le présent SDAGE 2022-2027 et le PDM associé sont établis pour une durée de 6 ans. Il s'agit du troisième et dernier cycle de SDAGE (2010-2015, 2016-2021, 2022-2027) ayant pour objectif l'atteinte du bon état pour l'ensemble des masses d'eau, conformément à la DCE. Il permet d'orienter et d'organiser les politiques de gestion de l'eau et des milieux aquatiques au travers de 9 principes fondamentaux, de 4 orientations déclinées en 170 dispositions.

Le SDAGE est élaboré simultanément avec le plan de gestion du risque inondation (PGRI) Adour-Garonne et en cohérence avec les enjeux et objectifs de la directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM) et son plan d'action pour le milieu marin (PAMM) décliné pour le golfe de Gascogne. L'ensemble de ces documents est donc complémentaire pour l'atteinte du bon état des masses d'eau continentales superficielles et souterraines et littorales et marines, ainsi que pour la gestion des risques d'inondation et de submersion.



Le SDAGE proposé à la consultation des partenaires et du public a été élaboré par le comité de bassin Adour-Garonne, qui s'est appuyé sur la commission planification, le conseil scientifique du comité de bassin et le secrétariat technique de bassin. La rédaction du document a été initiée dès 2018 et a été construite sur la base de divers éléments dont la mise à jour de l'état des lieux des masses d'eau superficielles et souterraines, les questions importantes partagées avec les partenaires et le public en 2018-2019, les éléments du bilan du SDAGE précédent notamment.

L'EPTB a déjà pu apporter une contribution lors de la consultation sur les enjeux du bassin et les questions importantes, étape préalable à la rédaction du projet de SDAGE, au travers d'une motion débattue et approuvée par le comité syndical de l'Institution Adour en date du 28 mars 2019.

Actuellement, la consultation des partenaires et du public se déroule jusqu'au 1^{er} juillet 2021. Le comité de bassin réalisera le bilan de la consultation en décembre 2021. Le SDAGE 2022-2027 sera approuvé en mars 2022.

D'un point de vue juridique, ce document a un rapport de compatibilité avec les documents de planification tels que les SCoT, PLU, PLUi ainsi qu'avec les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau (SAGE, autorisations et déclarations administratives relevant de la nomenclature IOTA ou des ICPE), etc.

Les principes fondamentaux et orientations de ce SDAGE 2022-2027 concernent les enjeux suivants :

- **9 principes fondamentaux (PF)** visent à développer une gestion de l'eau renforçant la résilience face aux changements majeurs, à garantir la non détérioration des eaux, à réduire l'impact des ouvrages, travaux et activités, et à prioriser les actions pour atteindre le bon état.
- **L'orientation A** vise à créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE.
- **L'orientation B** concerne la réduction des pollutions.
- **L'orientation C** vise à agir pour assurer l'équilibre quantitatif.
- **L'orientation D** concerne la préservation et la restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques.

L'ensemble des documents est disponible sur la page dédiée de l'agence de l'eau Adour-Garonne : <https://www.eau-grandsudouest.fr/consultation-partenaires-institutionnels>

LE COMITE SYNDICAL

Sur la base de la proposition d'avis et des remarques présentés en séance et tels qu'annexés,

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

De donner un avis favorable au projet de SDAGE 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et PDM associé, sous réserve de la prise en compte des remarques émises et validées en séance telles qu'annexées à la présente décision.



Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 27 mai 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



AVIS DE L'EPTB SUR LE PROJET DE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX ET PROGRAMME DE MESURES ASSOCIÉ 2022-2027

1. Face aux changements globaux, passons à l'action

Face aux changements globaux des territoires et à l'évolution climatique, le SDAGE et le PGRI invoquent en premier lieu un nécessaire approfondissement des connaissances et un partage des informations et de la culture du risque. Si la sensibilisation de tous les publics est utile sur le long terme, et que la connaissance doit être améliorée dans la durée, il est essentiel de mettre en évidence le fait que le passage à l'action est urgent. La connaissance est assez développée pour passer à l'action ; son amélioration toujours nécessaire ne doit cependant pas être un prétexte à l'inaction. Le SDAGE et le PGRI doivent appuyer encore le besoin d'agir dès aujourd'hui pour atténuer les impacts du climat et adapter nos territoires.

Dans la continuité de la démarche prospective Adour 2050, l'EPTB souhaite poursuivre une démarche de sensibilisation et d'accompagnement des acteurs du bassin de l'Adour pour l'adaptation aux changements globaux ainsi qu'une démarche de centralisation et actualisation des connaissances pour les valoriser auprès du territoire.

2. Du SDAGE aux SAGE : l'EPTB comme outil pertinent

L'EPTB a noté l'ambition du SDAGE de couvrir l'ensemble du territoire Adour-Garonne de SAGE à l'horizon 2027. L'EPTB est actuellement la structure porteuse des 3 SAGE existants sur le bassin de l'Adour (Adour amont, Adour aval, Midouze) et porte l'animation et la mise en œuvre de certaines études ou actions selon les choix des CLE. Dans ce cadre, une démarche inter-SAGE entre les cellules d'animation, les CLE ou leurs instances représentatives réduites (bureaux et comités techniques) permet à la fois d'harmoniser et de mettre en cohérence certains projets, mais aussi de mutualiser des moyens pour une mise en œuvre plus efficiente de certaines actions. L'EPTB travaille également depuis 2018 à la préfiguration d'un outil de gestion intégrée des nappes profondes du bassin de l'Adour et souhaitons, selon la concertation locale, aboutir à une décision des acteurs locaux en fin d'année 2021 ou en 2022. Il participe également au processus d'étude de faisabilité d'un outil de gestion intégrée et concertée du bassin du gave de Pau, qui débutera cette année 2021.

Fort de cette expérience, l'EPTB souhaite mettre en évidence d'une part l'importance du choix d'un périmètre de travail, qui doit être un compromis entre territoire de gestion élargi cohérent, mais accessible pour pouvoir créer un sentiment d'appartenance des acteurs mobilisés. D'autre part, le portage de l'outil est essentiel ; il doit garantir une solidité de moyens (humains, techniques, financiers) et d'expérience dans l'animation et la concertation, ainsi qu'une neutralité et une légitimité pour animer les SAGE dans tout le champ des possibles que ceux-ci offrent : lien entre petit et grand cycles de l'eau, mobilisation et intervention auprès d'un large panel d'acteurs publics et privés, mobilisation des compétences GEMAPI et hors GEMAPI, lien vers d'autres politiques sectorielles, large domaine d'expertise technique. La mise en œuvre et le respect d'une concertation élargie dès les prémices de la mise en place d'un outil constitue un point essentiel de sa réussite. Aussi, l'EPTB affirme sa volonté de porter ces outils, au service des territoires, dans la continuité du travail qu'il mène depuis plus de 20 ans.

3. De la planification à l'action : nécessaire complémentarité d'outils et de moyens

Les SAGE et les CLE sont mis en avant de manière régulière et appuyée dans l'ensemble du SDAGE et du PGRI pour participer à l'atteinte des objectifs de bon état des masses d'eau, et pour participer à la gestion des risques d'inondation. Ceci est essentiel au regard du rôle des CLE, parlements locaux de l'eau représentatifs du territoire et de ses enjeux, et permettant une concertation large des acteurs et usagers ; au regard également de l'opposabilité du SAGE qui constitue une force et un

levier mobilisable au besoin sur les territoires ; au regard enfin de l'échelle hydrographique élargie considérée dans ses travaux pour aborder le domaine de l'eau au sens large (petit et grand cycles, acteurs publics et privés).

Cependant, l'outil SAGE ne peut à lui seul suffire à traiter les enjeux locaux, et ce jusqu'à la mise en œuvre concrètes d'actions. Ainsi, pour faire face aux enjeux majeurs d'aujourd'hui et à venir liés à l'évolution des territoires et au changement climatique, il est incontournable de travailler la complémentarité de différents outils (des outils de cadrage globaux et réglementaires aux outils de programmation d'actions plus locaux) et la mobilisation de nombreux acteurs, jusqu'aux citoyens de nos territoires. Comme évoqué dans le SDAGE, la synergie des moyens techniques, financiers et réglementaires est incontournable. Les besoins d'animation liés sont importants.

Dans cette même perspective, l'EPTB a noté l'ambition indiquée dans le SDAGE de la traduction opérationnelle des SAGE. Ceci se traduit d'ores et déjà sur le territoire du bassin de l'Adour par la mobilisation de divers outils à des échelles et des périmètres variables, avec lesquels les SAGE s'inscrivent en complémentarité, lorsqu'ils existent : PAT, SLGRI, PAPI, PPG, Docob Natura 2000, SCOT, PGE, commissions de gestion de rivière, etc. L'EPTB met en évidence le besoin de traduction contractuelle d'autres outils. En particulier, à ce jour, les PTGE sont des programmes d'actions élaborés localement en concertation élargie pour restaurer l'équilibre quantitatif de territoires en déséquilibre, tout en apportant des bénéfices sur la qualité de l'eau et la restauration de milieux naturels. Afin de garantir une mise en œuvre effective de ces programmes, la mobilisation d'un outil de programmation contractuel permettrait de consolider l'engagement des acteurs tout en garantissant un calendrier de travail et une lisibilité de financement en pluriannuel. L'EPTB sollicite donc cette opportunité pour le territoire du Midour en premier lieu.

Enfin, pour assurer pleinement les missions qui lui incombent en tant qu'EPTB au regard de la réglementation (coordination des acteurs et mise en cohérence des interventions à l'échelle du bassin versant), et dans la continuité opérationnelle du contrat de progrès signé avec l'agence de l'eau en novembre 2020, l'EPTB sollicite également la formalisation d'un outil de programmation pluriannuel et contractuel établi avec les partenaires techniques et financiers, pour mettre en œuvre un certain nombre d'actions ou de missions d'animation à l'échelle du bassin de l'Adour :

- animation territoriale de bassin, dont coordination des acteurs, observatoire de l'eau, eau et urbanisme,
- animation des démarches territorialisées : SAGE, PTGE, PAPI,
- animation des politiques et coordination en matière de gestion des poissons migrateurs, continuité écologique, soutien d'étiage, ...
- études stratégiques, d'acquisition de connaissance, ...

4. Des financements nécessaires pour répondre à des objectifs ambitieux

L'EPTB note qu'un certain nombre de masses d'eau lesquelles n'atteindront pas le bon état en 2027, comme imposé par la DCE, se sont vu attribuer un objectif de qualité moins strict. Malgré cela, des objectifs ambitieux de reconquête de l'état des masses d'eau sont affichés dans le SDAGE pour la période 2022-2027 : + 20 % de masses d'eau superficielles en bon état en Adour-Garonne. Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation de moyens financiers à la hauteur des enjeux et actions à mettre en place est indispensable. Les acteurs locaux ne sauront supporter seuls ces coûts ; l'accompagnement financier devra être conséquent.

En parallèle, les documents mettent en évidence une évolution à la baisse des coûts évalués pour la mise en œuvre du programme de mesures du SDAGE par rapport au cycle précédent : 3,1 milliards d'euros pour le cycle 2022-2027 (pour un objectif de +20% de bon état en 2027) contre 3,4 milliards d'euros pour le cycle 2016-2021 (qui a permis, à l'évaluation 2019, de rétablir le bon état pour 8% de masses d'eau superficielles ; cette progression n'a tout de même pas permis d'atteindre les objectifs de bon état des masses d'eau fixés dans le SDAGE 2016-2021).

5. Petit cycle + grand cycle = de l'eau potable

Les pollutions diffuses, s'exerçant entre autres sur les captages utilisés pour produire de l'eau potable, sont identifiées parmi les trois principales sources de dégradation de l'état des masses d'eau, mentionnées dans le SDAGE, avec le déficit quantitatif et les pressions hydromorphologiques.

Si l'exigence est marquée à travers la rédaction du SDAGE envers les collectivités pour réduire les pollutions domestiques (avec des attentes de mise en compatibilité, des demandes d'actions au-delà de la réglementation, et un positionnement de l'État affirmé), il n'existe pas d'équivalent de rédaction pour l'enjeu des pollutions diffuses, pourtant ciblées comme l'une des 3 principales sources de dégradation de l'état des masses d'eau. Pour cet enjeu, la nécessité d'une transition durable dont



les acteurs principaux sont notamment les agriculteurs doit être affirmée avec plus d'ambition ; en l'état le SDAGE cible en premier lieu l'État et les collectivités pour agir et évoque des plans nationaux pour traiter des enjeux (directive Nitrates, plan Ecophyto, etc.). La capacité locale à mettre en œuvre de manière concrète et efficace ces plans globaux dépend de maillons intermédiaires, de cadrage (SDAGE) ou d'actions ; la mobilisation d'outils complémentaires (réglementaires, financiers, techniques, etc.) est incontournable. Le SDAGE devrait marquer une ambition plus claire sur cet enjeu. De plus, cette évolution, au-delà des effets attendus sur l'environnement, est nécessaire pour les exploitations elles-mêmes afin d'assurer une activité adaptée à l'avenir, rentable et résiliente.

Face à l'enjeu fort d'alimenter en eau, aujourd'hui et demain, la population croissante des territoires, une attention est portée dans le SDAGE sur l'enjeu de préservation et de reconquête de la qualité de l'eau potable. Plusieurs territoires du bassin de l'Adour connaissent des enjeux forts. En l'état de la rédaction du SDAGE, une attention est portée sur la qualité des eaux brutes ; les termes doivent être précisés pour ne pas manquer la cible. En effet, si ce terme « d'eaux brutes » est utilisé pour désigner les eaux prélevées dans le milieu naturel avant traitement, le rapprochement est inévitable avec la notion de normes de qualité pour les eaux brutes. Or si la norme pour les eaux brutes est respectée (permettant la production d'eau potable à des coûts maîtrisés), celle des eaux distribuées peut être problématique ; c'est le cas de plusieurs captages sur le bassin de l'Adour. Il est nécessaire de rappeler que la sécurité sanitaire des consommateurs est garantie par les normes des eaux distribuées. La qualité de l'eau distribuée dépend à la fois des pressions s'exerçant à la source dans l'environnement mais aussi du traitement de potabilisation existant. Pour reconquérir une qualité des eaux distribuées conforme aux normes, et ainsi assurer la sécurité des consommateurs, il est donc nécessaire d'impliquer à la fois les activités et acteurs susceptibles d'impacter la qualité, que la collectivité assurant la production et distribution de l'eau. Dans ce cas, de l'ensemble de ces acteurs dépend le respect de la norme de l'eau distribuée ; en d'autres termes, de l'ensemble des acteurs dépend la qualité de l'eau utilisée pour l'eau potable. Ceci permet de mobiliser à la fois des solutions immédiates pour résoudre un enjeu urgent (souvent basée sur des solutions dites curatives), que des solutions de long terme pour maîtriser la qualité dans la durée (donc des solutions préventives d'aggravation ou de nouvelles dégradations). Ceci permet enfin de mutualiser et partager les coûts liés.

L'avenir de l'eau potable repose sur le maintien ou la reconquête de la qualité de l'eau des captages et sur leur exploitation durable et optimisée en terme quantitatif. Certaines ressources sont stratégiques pour le bassin de l'Adour. En particulier, les nappes profondes du sud du bassin aquitain représentent une ressource déjà exploitée pour plusieurs usages, dont il est nécessaire d'assurer une exploitation durable et une préservation d'un point de vue qualitatif. Si le maintien à l'équilibre d'une ressource renouvelée à des temps géologiques ne fait pas sens, son exploitation durable (dans un principe de déséquilibre acceptable et contrôlé, permettant le maintien des activités et usages et sa préservation vis-à-vis de dégradation) est à définir. Le SDAGE mérite d'être précisé dans ces termes pour correspondre à la réalité de ces nappes profondes. Une vigilance doit enfin être portée sur les zones d'affleurement de ces nappes pour les préserver d'impacts de pollution locaux.

6. Retour à l'équilibre quantitatif : la clé de voûte de l'état des masses d'eau

La disponibilité en eau pour les usages/activités et les milieux naturels contribuera au bon état des masses d'eau. Dans la perspective du changement climatique, de nouveaux équilibres devront se mettre en place. Le territoire doit anticiper. Si les solutions les plus durables mobilisent des actions visant à réduire la dépendance à l'eau pour les activités et à mobiliser les solutions fondées sur la nature, un certain nombre d'infrastructures doivent être envisagées. L'ensemble de ces solutions répondront de manière complémentaire et dans la durée aux enjeux de disponibilité en eau et d'adaptation progressive des territoires.

Les PTGE sont un exemple de ces possibilités d'actions variées à mobiliser sur les territoires pour viser un équilibre quantitatif. Ceci nécessite l'implication de nombreux acteurs et la mise en place des adaptations et actions se fera à des échéances de 15 à 20 ans. La concertation autour de ces projets consolide les chances d'une mise en œuvre effective et efficace. Afin de garantir la réussite de ces projets, l'EPTB souhaite mettre en évidence 3 points essentiels :

- d'une part, le besoin de financements mobilisables facilement pour accompagner les acteurs locaux, et en pluriannuel, pour accompagner les acteurs locaux dans ces adaptations. À ce jour, un nombre important d'actions, dont certaines très significatives pour concourir à l'atteinte d'un équilibre, ne bénéficient pas de financements, ce qui compromet clairement leur mise en place. Par ailleurs, pour d'autres actions qui seraient financées, ce sont les modalités de financements - du type appel à projets - qui ne sont pas adaptées ou



apparaissant inaccessibles pour des acteurs locaux non institutionnels (complexité des dossiers, règles d'éligibilité complexes ou non claires, inadéquation temporelle de la durée de l'AAP avec un engagement sur le moyen terme ou pour les plus gros projets d'infrastructure) ;

- d'autre part, les politiques plus globales relatives à la définition de volumes prélevables ou à la définition de débits objectifs des cours d'eau, si elles sont évidemment essentielles à inscrire dans la durée, ne doivent pas entrer en contradiction a posteriori avec les choix des acteurs locaux et de l'État faits pour les objectifs et actions des PTGE. Il est nécessaire de permettre, sur ces territoires très mobilisés, une définition concertée de ces éléments et l'EPTB propose d'être partie prenante de ce travail de concertation pour la définition de volumes et de débits en cohérence avec les objectifs des outils déjà existants et pertinents et avec les possibilités de gestion quantitative existantes ;
- l'objectif du SDAGE d'atteindre un équilibre quantitatif des masses d'eau en 2027 est en incohérence avec les objectifs et possibilités locales ; 2027 sera une étape intermédiaire, qui montrera, à condition de mobiliser les moyens nécessaires, une dynamique bien avancée pour atteindre un équilibre à plus long terme. L'EPTB propose de nuancer cet objectif à minima sur les territoires où des PTGE sont engagés.

Sur cet enjeu de gestion quantitative, le SDAGE met en évidence la possibilité pour les SAGE de se saisir du sujet à travers leurs dispositions et règles. De notre expérience, si les SAGE peuvent dans une certaine mesure se saisir de l'enjeu, il reste toujours nécessaire de mobiliser des outils complémentaires, notamment plus opérationnels que les SAGE, pour travailler vers des actions sur les territoires. À ce jour, sur le bassin de l'Adour, les PTGE sont les outils les plus pertinents pour passer à l'action sur la base d'un diagnostic approfondi, en accord avec les objectifs des SAGE et en pouvant y trouver un écho réglementaire au besoin. Le besoin d'animation est grand, la complémentarité des outils nécessaires, mais tous sont indispensables.

L'EPTB est déjà impliqué dans l'optimisation de la gestion quantitative en période d'étiage par l'animation des commissions de gestion de rivière. Ces commissions rassemblent les partenaires institutionnels (DDT(M), OFB, agence de l'eau, syndicats de rivière) et les représentants des usagers préleveurs (agriculteurs, AEP, industriels) et usagers non préleveurs (FDAAPPMA, APNE). Ces réunions de commissions permettent d'affiner année après année les principes et outils de pilotage et d'organisation des prélèvements (inventaires par l'organisme unique Irrigadour des assolements et notamment les cultures contractuelles à forte valeur ajoutée, regroupement des demandes de prélèvements dans le temps, définition de zonages pour la mise en place de tours d'eau volontaires, déclaration d'intention de prélèvements, outils communicants pour connaître les prélèvements en temps réel) pour anticiper et éviter l'application des mesures réglementaires prescrites dans les arrêtés préfectoraux (ou interpréfectoraux) plan de crise. Ces éléments d'organisation sont d'ailleurs repris dans la nouvelle disposition C21.

En complément de ces mesures locales mises en œuvre pour mieux organiser et connaître les prélèvements, un autre levier tout aussi important pour une gestion plus efficiente de la ressource disponible (débits naturels ou volumes stockés) et cohérente à l'échelle du bassin repose sur l'introduction sur les affluents (unité hydrologique et/ou hydrogéologique cohérente) de débits objectif de gestion avec des niveaux de gravité gradués, en application du schéma introduisant 4 niveaux de gravité caractérisant l'état de sécheresse proposé à l'article 4 du projet décret relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse (NOR : TREL2101597D).

Ainsi, conformément à une demande récurrente formulée en réunions interpréfectorales de sous-bassin Adour, l'EPTB Adour demande d'harmoniser les différentes références de débit de gestion et d'amender la disposition C3 en introduisant des stations avec DOC (débits d'objectif complémentaire) sur les affluents.

Cette introduction de valeurs permettra de généraliser le schéma déjà établi sur les principaux axes pour y appliquer les mesures volontaires décidées en commission de gestion, et d'être en adéquation avec les objectifs et principes des dispositions C25 et C26 d'anticipation et de gestion de crise, pour application en dernier recours de mesures préfectorales.

Indépendamment de l'application des dispositions C4 et C5 relatives à la révision des valeurs de DOE-DCR aux points nodaux, le tableau présenté en annexe technique propose les valeurs de gestion pour chaque point objectif de gestion de la ZRE du bassin de l'Adour.

Comme rappelé dans la disposition C3 ces valeurs de débits de référence, et notamment le DOE ou DOC, sont « visées » en période d'étiage et doivent conditionner des actions pour la gestion de l'eau.



Il convient de souligner que si cet objectif stratégique structure et dimensionne les moyens définis dans d'autres dispositions du SDAGE afin de rétablir les équilibres quantitatifs à l'horizon 2027, il doit pouvoir être modulé pour tenir compte des situations d'étiages difficiles, des aléas de gestion, et des actions de gestion entreprises par ailleurs. Ainsi il est important de **clarifier** que l'objectif de satisfaction de cette valeur repose sur **des obligations de moyens et non de résultats** quant au respect strict de la valeur d'objectif. Ainsi, selon la définition même du DOE, le sous-passement de sa valeur entraîne logiquement des mesures graduées de restriction des usages préleveurs, de manière volontaire par l'OUGC, ou par application du plan de crise réglementaire (disposition C26).

En complément il faut bien expliciter, puisqu'il s'agit d'une « valeur visée », **les conditions de sa satisfaction constatée a posteriori, en regard des actions de gestion mises en place**. Pour constater son niveau de satisfaction il convient de réintroduire la rédaction du SDAGE actuel qui explicite que « le DOE est considéré a posteriori comme satisfait une année donnée », lorsque le plus faible débit moyen de 10 jours consécutifs (VCN10) a été maintenu au-dessus de 80 % de la valeur du DOE ; « satisfait durablement », lorsque les conditions précédentes ont été réunies au moins 8 années sur 10. »

7. Cadre réglementaire des solutions de stockage validées dans le projet de territoire du Midour : nécessité d'une dérogation de type projet d'intérêt général majeur (PIGM) ?

En complément des autres familles de solutions, les acteurs du projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour ont proposé et validé à l'unanimité des projets de stockages structurants à vocation multi-usages (retenues déconnectées à remplissage hivernal par pompage, et pour les réservoirs de soutien d'étiage actuels des dispositifs de pompes hivernaux pour la sécurisation du remplissage et les rehausses de Maribot et Lapeyrie. La plupart de ces ouvrages contribuant au soutien d'étiage sont situés sur des masses d'eau dégradées (notamment FRFR228_1 et FRFR459) avec un objectif moins strict (OMS) fixé à 2027. Pour les réservoirs de soutien d'étiage, ces pompes hivernaux ou ces rehausses ne modifieront pas de manière substantielle la gestion et la qualité des eaux. Dans le cadre des travaux prévus, des aménagements de type lagunage au niveau des remplissages et des restitutions sont prévus pour réduire l'impact des lâchers (température, MES et oxygène).

Ces projets de stockage d'intérêt général, et notamment les rehausses de réservoirs de soutien d'étiage soumis à autorisation, sont-ils concernés par la notion de projet d'intérêt général majeur (PIGM) présentée au chapitre 5.3 du projet de SADGE ou devant bénéficier d'une dérogation aux objectifs de qualité du SDAGE ? lien avec dérogations mentionnées dans la disposition D16 ?

Au-delà du cas du Midour, ces éléments sont nécessaires pour éclairer les propositions d'actions d'infrastructures de stockage visant à la résorption des déséquilibres dans le cadre des démarches de projet de territoire Adour amont Aire et Douze.

8. Eau et aménagement : un lien à maintenir et renforcer

L'EPTB adhère pleinement au principe mis en évidence de manière transversale dans le SDAGE et le PGRI de mise en lien des politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire, en profitant de l'opposabilité du SDAGE/PGR et du SAGE, pour améliorer la prise en compte de l'eau, des milieux aquatiques et des risques dans l'urbanisme et les projets d'aménagement. L'EPTB travaille à développer une mission d'accompagnement des acteurs de l'urbanisme au sein des périmètres de SAGE et en dehors, depuis plusieurs années, pour augmenter et optimiser la prise en compte de l'eau, des milieux, et des risques.

Fort de cette expérience, il ressort que, si les principes d'aménagement et d'actions au sein des zones urbanisées sont connus des acteurs de l'aménagement, le passage à l'action doit se concrétiser et se poursuivre dans la durée. L'enjeu de l'avenir est aussi de porter le discours vers les acteurs de l'urbanisme de la nécessité de travailler à l'échelle des bassins versants, de manière intégrée et transversale, ce qui est nécessaire pour construire des bassins de vie agréables, sécurisés et résilients face au changement climatique.

La nécessaire compatibilité entre les politiques de l'eau et de l'aménagement trouve une traduction réelle sur l'enjeu de connaissance et de préservation des zones humides. L'EPTB travaille depuis plusieurs années à la centralisation des données relatives aux zones humides à l'échelle du bassin de l'Adour et à l'amélioration des connaissances sur les périmètres de SAGE pour le compte des CLE. Nous souhaitons poursuivre et développer ce travail qui a trouvé un écho concret et favorable sur les territoires : les données sont mobilisées par les acteurs locaux, et des adaptations d'urbanisme ont pu être envisagées sur certains territoires. L'EPTB souhaite mettre en évidence à travers son expérience la prudence à garder quant à la connaissance des zones humides. En effet, même si des études d'inventaire des zones humides sont réalisées localement, nous mettons de manière



systématique en évidence la non-exhaustivité de la connaissance sur les zones humides. En ce sens, toute ambiguïté doit être levée dans la rédaction de certaines dispositions du SDAGE, pour rappeler/affirmer la responsabilité d'un porteur de projet d'aménagement dans la vérification de l'existence de zones humides sur la zone de projet et de son éventuel impact.

Pour cet enjeu de préservation des zones humides, en écho et en illustration de ce qui est indiqué plus haut, l'EPTB souhaite mettre en avant la complémentarité des acteurs et des outils pour assurer chaque maillon entre la planification globale (SDAGE et SAGE) et l'action locale (avec un rôle fort des CATZH). Le besoin d'animation est fort compte-tenu du fait que les zones humides se situent majoritairement en maîtrise foncière privée.

Les politiques de l'eau et l'aménagement doivent être en cohérence pour gérer le risque d'inondation et diminuer la vulnérabilité des territoires. Les principes avancés dans le SDAGE et le PGRI de maîtrise du ruissellement et de ralentissement dynamique des écoulements à l'échelle des bassins versants trouvent échos dans les outils mobilisés sur les territoires : SAGE, SLGRI/PAPI, PTGE, PPG, etc. L'EPTB partage cette ambition du SDAGE et du PGRI pour mobiliser ces solutions durables parmi un panel d'actions variées. La multitude de bénéfices qu'apporteront ce type d'actions, sur les enjeux de qualité, de quantité, de gestion du risque ou encore de valorisation des milieux, méritent une mise en œuvre ambitieuse.

Pour cet enjeu de réduction des risques liés aux inondations, l'amélioration des connaissances est utile comme prévu par le PGRI, mais leur centralisation représenterait une réelle plus-value pour que les acteurs locaux de l'aménagement et de l'urbanisme s'en saisissent efficacement. L'EPTB souhaite jouer un rôle dans ce sens, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés.

9. Cohérence des politiques de l'eau et de l'énergie

La politique globale de transition énergétique prévoit le développement des énergies renouvelables avec des objectifs ambitieux à moyen terme. En complément de ce qu'évoque le SDAGE sur la nécessité de concilier le développement de l'hydroélectricité et la continuité écologique sur les cours d'eau, il peut être mis en évidence la nécessité de concilier également le développement des énergies marines renouvelables avec la préservation du littoral et le développement des différentes filières bois (bois d'œuvre, bois énergie...) avec la préservation des ripisylves et boisements alluviaux. Sur ce dernier point notamment, et compte tenu des multiples fonctionnalités et bénéfices que remplissent et apportent ces boisements liés aux cours d'eau, il semble indispensable d'apporter un cadre pour un développement raisonné de leur exploitation. Il est nécessaire d'anticiper. Le SDAGE devrait se saisir de ces éléments de manière plus ambitieuse.

10. Des milieux toujours à gérer et préserver

Comme évoqué plus haut, les boisements liés aux cours d'eau sont exceptionnels de par les multiples fonctionnalités qu'ils remplissent et bénéfices qu'ils fournissent, d'autant plus dans le contexte du changement climatique ; l'arbre jouera un rôle clé. À ce titre, il semble nécessaire que le SDAGE assoie les principes de leur préservation et de leur gestion de manière plus ambitieuse.

De plus, dans l'objectif de faciliter l'exercice des compétences des syndicats de bassins versants et la mise en œuvre d'actions de gestion des cours d'eau, il semblerait utile de faciliter la validation administrative des programmes pluriannuels de gestion (PPG) des cours d'eau et de leurs milieux associés élaborés par ces syndicats. En effet, les procédures réglementaires (déclaration d'intérêt général et réglementation sur l'eau, ...) et d'élaboration des PPG sont lourdes et l'instruction de ces dossiers exigeante. Si la mise en œuvre d'actions doit se faire de manière efficace et rapide pour atteindre les objectifs de bon état fixés pour 2027, cela nécessitera une facilitation de l'instruction et de la mise en œuvre des PPG des cours d'eau, qui visent une amélioration globale de l'état et du fonctionnement des cours d'eau et des milieux associés.





ANNEXE TECHNIQUE À L'AVIS DE L'EPTB SUR LE PROJET DE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX ET PROGRAMME DE MESURES ASSOCIÉ 2022-2027

Orientation B : Réduire les pollutions

Disposition B24 : Préserver les ressources stratégiques pour le futur au travers des zones de sauvegarde

Il est proposé de modifier des secteurs identifiés dans la mesure B24 pour la classification des zones d'affleurement des nappes profondes de l'Adour en tant que parties en objectif plus strict.

La carte B24 présentée en page 208 du SDAGE classe dans les zones de sauvegarde les zones d'affleurement des masses d'eau suivantes :

- FRFG081 : Calcaires du sommet du Crétacé supérieur captif du Sud du Bassin aquitain
- FRFG082a : Paléocène captif du Sud du Bassin aquitain
- FRFG082b : Eocène calcaire du Sud du Bassin aquitain
- FRFG082c : Eocène sableux du Sud-Ouest du Bassin aquitain
- FRFG082d : Eocène sableux du Sud-Est du Bassin aquitain

Compte tenu des dégradations déjà observables sur certains secteurs, de la vulnérabilité aux pollutions de surface induite par l'affleurement des nappes profondes et de l'aspect hautement stratégique de ces ressources pour l'alimentation en eau potable, il est pertinent de faire évoluer la classification des zones d'affleurement des masses d'eau suscitées de « zone de sauvegarde » à « parties en objectif plus strict ». Les objectifs de qualité de la ressource d'eau brute plus contraignants pour les parties en objectif plus strict permettraient notamment de contribuer à la pérennisation d'une production d'eau potable en maintenant un niveau de traitement acceptable.

Orientation C : Gérer durablement la ressource en eau en intégrant le changement climatique

Disposition C3 : Définitions des débits de référence

En complément de mesures locales de concertation mises en œuvre au sein des commissions de gestion de rivière (reprises en disposition C10) et pour mieux organiser et connaître les prélèvements, un autre levier tout aussi important doit être déployé pour une gestion plus efficiente de la ressource disponible (débits naturels ou volumes stockés) et cohérente à l'échelle du bassin ; l'ensemble de ces mesures ayant pour objectif de prolonger les réalimentations le plus tard possible en été, au bénéfice du soutien d'étiage des milieux aquatiques et de l'accompagnement des usages économiques.

Ce deuxième levier repose sur l'introduction sur les affluents (unité hydrologique et/ou hydrogéologique cohérente) de débits objectifs de gestion avec des niveaux de gravité gradués, basés sur le schéma introduisant 4 niveaux de gravité caractérisant l'état de sécheresse proposé à l'article 4 du projet décret *relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse* (NOR : TREL2101597D). Ce cadre de gestion de crise repose sur une approche débimétrique par l'introduction et la généralisation de plusieurs valeurs de débit de gestion aux stations de consigne, conduisant à la mise en place graduée de mesures de restriction sur les usages.

Ainsi, conformément à une demande récurrente formulée en réunions interpréfectorales, l'EPTB Adour demande d'harmoniser les différentes références de débit de gestion et d'amender la disposition C3 en introduisant des stations avec DOC (débits d'objectif complémentaire) sur les affluents de l'Adour.

Cette introduction de valeurs permettra de généraliser le schéma déjà établi sur les principaux axes pour y appliquer les mesures volontaires décidées en commission de gestion, et d'être en adéquation avec les objectifs et principes des dispositions C25 et C26 d'anticipation et de gestion de crise, pour application en dernier recours de mesures préfectorales.

Indépendamment de l'application des dispositions C4 et C5 relatives à la révision des valeurs de DOE-DCR aux points nodaux, le tableau ci-dessous propose les valeurs de gestion pour chaque point objectif de gestion de la ZRE du bassin de l'Adour ; il reprend les doubles valeurs de gestion déjà prescrites dans les règlements d'eau des réservoirs de soutien d'étiage ; et pour les points de consigne n'affichant qu'une valeur réglementaire à ce jour, très préjudiciable à l'efficacité de gestion, il introduit différents niveaux de débits situés autour de la valeur réglementaire actuelle, et correspondant à la notion de niveaux de gravité gradués :

Sous-bassins	Midour				Douze		Gabas-Lées		Adour amont			Adour 40		Luys - Louts				
Valeur de débit en m³/s	ARTHEZ D ARMAGNAC	VILLENEUVE DE MARSAN	SORBET AVAL	LAUJUZAN	CAZAUBON	ST-JUSTIN	AUDIGNON TOTAL	BERNEDE	IZOTGES TOTAL	SOMBRUN	MAZERES	FARGUES	CLASSUN	SAINT MEDARD	SAULT DE NAVAILLES	CAUBIOS	MONGET	GAMARDE
Durée réalimentation (j)	76	76	76	76		76	92	92	122	61	61			122	76		76	76
Débit seuil de gestion (DSG)													0,060		0,440	0,080		
Débit seuil de restriction (DSR, équiv QA/QAR)	0,120	0,225	0,030	0,080	0,060	0,150						0,060						0,270
Débit minimum de salubrité (DMS, équiv DCR)	0,080	0,090	0,030	0,080	0,060	0,090	0,600	0,500	1,000	0,150		0,060		0,330			0,170	0,110
Réalimentation Adour								0,5 / 1,35		0,400	0,400							

Propositions

Sous-bassins	Midour				Douze		Gabas-Lées		Adour amont			Adour 40		Luys - Louts				
Valeur de débit en m³/s	ARTHEZ D ARMAGNAC	VILLENEUVE DE MARSAN	SORBET AVAL	LAUJUZAN	CAZAUBON	ST-JUSTIN	AUDIGNON TOTAL	BERNEDE	IZOTGES TOTAL	SOMBRUN	MAZERES	FARGUES	CLASSUN	SAINT MEDARD	SAULT DE NAVAILLES	CAUBIOS	MONGET	GAMARDE
Débit objectif complém. (DOC)	0,12	0,225	0,04	0,08	0,06	0,15	0,68	0,5 / 1,35	0,8 / 1,2	0,15 / 0,4		0,08		0,33	0,44	0,08	0,22	0,27
Débit d'alerte (QA)																		
Débit d'alerte renforcée (QAR)	0,1	0,16		0,064	0,048	0,11	0,6		0,8			0,06		0,25	0,33	0,065	0,17	0,19
Débit de crise (DCR)	0,08	0,09	0,02	0,04	0,03	0,09	0,35	0,5	0,6	0,15	0,15	0,04		0,2	0,26	0,05	0,12	0,11
Ratio QAR / DOC	0,83	0,71		0,80	0,80	0,73	0,88					0,75		0,76	0,75	0,81	0,77	0,70
Ratio DCR/DOC	0,67	0,40	0,50	0,50	0,50	0,60	0,51					0,50		0,61	0,59	0,63	0,55	0,41

Règles générales:

2 valeurs de DSR et DMS distinctes : >>> DSR devient DOC et DMS devient DCR

2 valeurs de DSR et DMS équivalentes : >>> Selon analyse et AP récents

Si terme "débit minimum dans AP" >>> la valeur devient QAR ou DCR selon Analyse

Déclenchement seuil 3 à 7 jours consécutifs sous la valeur selon différence valeur DOC-QAR-DCR

 valeurs surlignées = valeurs nouvelles

 pour Saint Médard et Sault de Navailles, valeurs de DCR calées sur Débits biologiques optimum définis dans les études PGE Luys Louts

DOC fluctuant selon les besoins de soutien Adour pour le Louet, l'Arros et les Lées :

Bernède (PM): pour maintenir 4,05 m³/s à Aire sur l'Adour (règlement d'eau Gabas)

Izotges et Sombrun : valeur min DOC si débit Aire amont > DOE = 4,5 m³/s

valeur max DOC si débit Aire amont < 80 du DOE = 3,6 m³/s

Comme rappelé dans cette disposition C3 ces valeurs de DOE (ou DOC sur affluents) et DCR, et tous les niveaux de gravité intermédiaires, servent de référence pour la gestion de l'eau. Il convient de mettre en œuvre les autres dispositions devant contribuer au respect de ces valeurs d'objectif : « À chaque point nodal, la valeur de DOE est visée chaque année en période d'étiage en valeur moyenne journalière »



Il convient de souligner que si cet objectif stratégique structure et dimensionne les moyens définis dans d'autres dispositions du SDAGE afin de rétablir les équilibres quantitatifs à l'horizon 2027, il doit pouvoir être modulé pour tenir compte des situations d'étiages difficiles, des aléas de gestion, et des actions de gestion entreprises par ailleurs. Ainsi il est important de **clarifier** que l'objectif de satisfaction de cette valeur repose sur **des obligations de moyens et non de résultats** quant au respect strict de la valeur d'objectif. Ainsi, selon la définition même du DOE, le sous-passement de sa valeur entraîne logiquement des mesures graduées de restriction des usages préleveurs, de manière volontaire par l'OUGC, ou par application du plan de crise réglementaire (disposition C26).

En complément il faut bien expliciter, puisqu'il s'agit d'une « valeur visée », **les conditions de sa satisfaction constatée a posteriori, en regard des actions de gestion mises en place**. Pour constater son niveau de satisfaction il convient de réintroduire la rédaction du SDAGE actuel qui explicite que « le DOE est considéré a posteriori comme : « satisfait une année donnée », lorsque le plus faible débit moyen de 10 jours consécutifs (VCN10) a été maintenu au-dessus de 80 % de la valeur du DOE ; « satisfait durablement », lorsque les conditions précédentes ont été réunies au moins 8 années sur 10. »

Conformément au PGE Adour amont révisé en 2012, la valeur du DCR au point nodal d'Aire sur l'Adour amont est de 1,15 m³/s depuis la mobilisation du réservoir de Gréziolles à 2,8 Mm³ et la mise en service du réservoir de la Barne en 2015.

Disposition C6 - Définir les bassins versants en déséquilibres quantitatifs

L'EPTB Adour rappelle que la définition de cette notion de déséquilibre effectuée en 2012 s'est faite sur des bases erronées puisque prenant en compte le volume maximal prélevé historiquement et d'autre part ne prenant pas en compte la gestion débitométrique (disposition C3) qui permet, certaines années, de bénéficier d'apports naturels (pluies ou nappe) plus importants.

Sur la référence du volume maximal prélevé historique : sur les bassins en gestion, l'application stricte des restrictions voire des interdictions sur des bassins déjà déficitaires structurellement a amputé de manière significative les possibilités de prélèvements effectifs. En effet, en prenant l'exemple du Midour, le périmètre élémentaire Midour amont (périmètre élémentaire n°152) est considéré en équilibre quantitatif (carte C6 du projet de SDAGE) alors que c'est celui qui présente les plus fortes restrictions et les arrêts les plus précoces de réalimentation, entraînant une consommation moyenne des quotas d'irrigation à hauteur de 50% des quotas nominaux (1440 m³/ha) qui sont par ailleurs les plus faibles du bassin de l'Adour. En comparaison, le Midour aval (périmètre élémentaire n°151) est classé en déséquilibre important alors que les difficultés de gestion sur la partie réalimentée sont beaucoup moins importantes, de même que sur la partie aval non réalimentée de par les apports de la nappe.

Dans la même logique appliquée en 2012, le périmètre élémentaire des Luys (périmètre élémentaire n°142) est considéré en équilibre quantitatif car fusionne les parties amont réalimentées et aval (Luys réunis) non réalimentées. Or si effectivement il n'y a pas de difficulté de gestion sur les parties amont puisque la quasi-totalité du volume des prélèvements autorisés est stockée dans les réservoirs de soutien d'étiage, la partie Luys réunis connaît des restrictions - voire des interdictions - de prélèvements chaque année.

La gestion débitométrique appliquée selon les principes développés dans la disposition C3, repris dans le projet de décret *relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse* (NOR : TREL2101597D), peut permettre certaines années de prélever un volume supérieur au « volume prélevable initial », dit d'équilibre, défini dans l'étude de détermination des volumes prélevables de 2009 (Agence de l'eau Adour-Garonne) sans porter préjudice aux autres usages et aux milieux, dans le respect des objectifs de l'orientation D.

Disposition C8 - Décliner et mettre en œuvre le cadre de plan d'action pour le retour à l'équilibre quantitatif

Comme déjà remonté dans le cadre du groupe de travail national sur les PTGE et le retour à l'équilibre quantitatif, l'EPTB Adour milite pour que, sur les bassins déficitaires, en accompagnement de la baisse des autorisations de prélèvements dans le milieu (« volume plafond »), les autorisations uniques pluriannuelles pour l'usage agricole, puissent être maintenues en intégrant les volumes issus d'autres ressources liées à l'économie circulaire de l'eau (REUT), des volumes de substitution, des volumes de nouveaux stockages, ou de volumes transférés à partir d'une autre ressource à l'équilibre, solutions validées localement par l'ensemble des acteurs dans les démarches de co-construction que sont les PTGE (disposition C9).





Disposition C9 - Mobiliser les outils concertés de planification et de contractualisation

Afin de garantir une mise en œuvre effective des programmes d'actions validés par les acteurs des projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE), la mobilisation d'un outil de programmation contractuel permettrait de consolider l'engagement des acteurs tout en garantissant un calendrier de travail et une lisibilité de financement en pluriannuel. Il est nécessaire de définir des modalités permettant de donner plus de portée aux actions validées et de mettre en œuvre les moyens réglementaires et financiers pour leur réalisation.

Disposition C11 - Maintenir ou restaurer l'équilibre quantitatif des masses d'eau souterraine

Pour atteindre l'objectif de cette disposition, il faut souligner l'importance de développer les réseaux de mesure.

Disposition C14 - Prioriser les financements publics au profit des bassins déficitaires et généraliser la récupération des coûts

« Tous les bénéficiaires d'opérations de réalimentation collective des rivières participent à l'équilibre financier de la gestion des ouvrages pour leur assurer un caractère durable. Pour cela, les gestionnaires de réserves en eau et les structures porteuses des SAGE s'attachent à mettre en place des contrats avec les bénéficiaires comprenant une tarification équitable et incitative pour la maîtrise des prélèvements. »

La rédaction de la dernière phrase de ce dernier paragraphe est trop limitative : comme développé en début de paragraphe et discuté au niveau du bassin Adour-Garonne dans le groupe de travail sur le modèle économique de soutien d'étiage, l'équilibre financier de la gestion des ouvrages de soutien d'étiage doit reposer sur tous les usagers bénéficiaires, préleveurs et non-préleveurs, selon des règles à préciser.

Disposition C19 - Renforcer la sollicitation des retenues hydroélectriques

« Lorsque la mobilisation de ressources en eau supplémentaires apparaît nécessaire, notamment dans la perspective du changement climatique, les OUGC, l'État, les CLE étudient les conséquences environnementales et financières d'accords de déstockage de retenues hydroélectriques et les comparent aux conséquences de la création de réserves nouvelles ou de la restriction des usages, ceci en cohérence avec les politiques publiques de l'énergie et de l'eau. ».

1/ Ajouter dans la liste des partenaires, les structures gestionnaires du soutien d'étiage, type EPTB

2/ envisager un schéma de mutualisation à l'échelle du bassin des coûts de soutien d'étiage à partir de retenues hydroélectriques, afin de lisser les coûts résultant de l'application stricte du nouveau « modèle rénové de partage de charges » : en effet, sur des complexes d'aménagements hydroélectriques ne contenant que des faibles volumes dédiés au soutien d'étiage (exemple de Gréziolles pour le soutien de l'Adour), les coûts relatifs ressortent comme importants et ne peuvent pas être imputés en totalité en terme de récupération des coûts car entraînant un doublement de la redevance pour un même volume dédié.

Disposition C20 - Identifier et solliciter les retenues autres que hydroélectriques

« Sur la base d'un inventaire réalisé à l'échelle locale (voir D15), lorsque la mobilisation de ressources en eau supplémentaires apparaît nécessaire, notamment dans la perspective du changement climatique, les OUGC, l'État et les CLE sollicitent par conventions passées avec les gestionnaires, les volumes d'eau disponibles, pas ou peu utilisés, dans les réserves existantes. »

Ajouter dans la liste des partenaires, les structures gestionnaires du soutien d'étiage, type EPTB. Ce type d'action a été proposé et validé par les acteurs du PTGE Midour, pour une gestion collective et mutualisée de ces ressources à l'échelle du bassin sous l'égide de la gestion d'étiage assurée par l'EPTB



Disposition C22 - Créer de nouvelles réserves d'eau

Parmi les projets de stockages structurants à vocation multi-usages, proposés et validés à l'unanimité des acteurs du PTGE Midour, figurent des retenues déconnectées à remplissage hivernal par pompage, et pour les réservoirs de soutien d'étéage actuels des dispositifs de pompes hivernaux pour la sécurisation du remplissage et les rehausses de Maribot (volume actuel 1 Mm³, rehausse prévue : + 0,45 Mm³) et Lapeyrie (volume actuel 0,6 Mm³, rehausse prévue : + 0,2 Mm³). Ces deux réservoirs de soutien d'étéage sont situés sur des masses d'eau dégradées (respectivement FRFR228_1 et FRFR459) avec un objectif moins strict (OMS) fixé à 2027. Par ailleurs, ces rehausses ne modifieront pas de manière substantielle la gestion et la qualité des eaux. Dans le cadre des travaux prévus, des aménagements de type lagunage au niveau des remplissages et des restitutions sont prévus pour réduire l'impact des lâchers (température, MES et oxygène).

Ces projets de stockage d'intérêt général, et notamment les rehausses de réservoirs de soutien d'étéage soumis à autorisation, sont-ils concernés par la notion de projet d'intérêt général majeur (PIGM) présentée au chapitre 5.3 du projet de SADGE ou devant bénéficier d'une dérogation aux objectifs de qualité du SDAGE ? Lien avec dérogations mentionnées dans la disposition D16 ?

Au-delà du cas du Midour, ces éléments sont nécessaires pour éclairer les propositions d'actions d'infrastructures de stockage visant à la résorption des déséquilibres dans le cadre des démarches de projet de territoire Adour amont Aire et Douze.

Disposition C23 -Encourager l'utilisation des eaux non conventionnelles

Afin de pouvoir mettre en œuvre rapidement ces type de solutions non conventionnelles (eau issue de géothermie, eau issue de l'économie circulaire = réutilisation des eaux usées traitées telles que proposées et validées dans le cadre du PTGE Midour), contribuant à la résorption du déséquilibre de manière durable (20% des déséquilibres estimés en 2050 pour le Midour), il convient de mettre en place les outils et les moyens de financements de ces investissements et de décliner rapidement le cadre réglementaire de leur réalisation pour faciliter l'instruction par les services de l'État.

Disposition C24 - Expérimenter les dispositifs utilisant la capacité régulatrice des nappes

L'EPTB Adour propose d'amender cette disposition pour l'élargir à l'utilisation éventuelle des gravières situées dans les nappes alluviales, pour utiliser leur capacité régulatrice, en démarrant par une phase d'expérimentations préalables à mener au cas par cas pour chacun des sites.

Le principe de l'expérimentation est de mettre en place d'une part des moyens rudimentaires et amovibles de pompage et d'autre part un réseau de mesures proche et élargi autour du site de gravière (composé d'échelles limnimétriques et de sondes piézométriques) pour mesurer les impacts hydrogéologiques en regard des débits et des modalités de pompage.

Le suivi sera poursuivi après la (les) phases(s) de pompage pour mesurer les éventuels effets induits sur les débits de l'Adour pendant la phase de recharge des plans d'eau.

Le but de l'expérimentation hydraulique proposée **est de vérifier en conditions réelles** - en répétant l'opération sur 2 ou 3 campagnes de soutien d'étéage pour expérimenter des conditions hydroclimatiques différentes - que le soutien ponctuel des débits du cours d'eau par pompage en gravière pour passer le « creux de l'étéage », soit environ 3 à 4 semaines en août, présente globalement sur la campagne des bénéfices plus importants que les effets induits post-pompage ; il s'agit de s'appuyer sur l'inertie hydrogéologique de la nappe et de vérifier pour chaque zone de gravière que les relations nappe-rivière s'établissent sur un pas de temps de plusieurs semaines, et supérieur à la durée du « creux de l'étéage ». Il faut vérifier également que les effets induits post-pompage, qui interviendraient en septembre - octobre, soient relativement modérés en regard de l'arrêt de la plus grande part des prélèvements et dans des conditions hydroclimatiques plus favorables pour les écosystèmes aquatiques (journée plus courte, températures diurnes et nocturnes plus fraîches).



Orientation D : Gérer et réguler les débits en aval des ouvrages**Disposition D6 - Diagnostiquer et réduire l'impact des éclusées et variations artificielles de débits**

Les mesures de cette disposition, qui visent essentiellement les retenues hydroélectriques sous le régime de concessions, doivent également s'appliquer aux ouvrages transversaux sur cours d'eau à usage d'hydroélectricité (microcentrales) ou d'agrément, qui peuvent perturber la gestion des réalimentations sur les cours d'eau.

Disposition D7 - Fixation, réévaluation et ajustement du débit réservé en aval des ouvrages

Cette disposition prévoit que « *Pour la fixation de la valeur du débit minimal à maintenir dans le lit du cours d'eau (débit réservé), lors d'une nouvelle autorisation ou lors du renouvellement du droit d'usage de l'eau, l'autorité administrative garantit les besoins du milieu en prenant en compte les usages économiques.* »

Selon la même logique que les observations formulées ci-avant sur la disposition C22, il semble nécessaire de mentionner des exceptions à cette disposition pour tenir compte des cas particuliers des réservoirs de soutien d'étiage existants, à vocation multi-usages.

En effet, parmi les projets de stockages structurants multi-usages, proposés et validés à l'unanimité des acteurs du PTGE Midour pour résorber de manière durable les déséquilibres quantitatifs, figurent les rehausses des réservoirs de soutien d'étiage actuels de Maribot (volume actuel 1 Mm³, rehausse prévue : + 0,45 Mm³) et Lapeyrie (volume actuel 0,6 Mm³, rehausse prévue : + 0,2 Mm³). De par leur conception et hauteur de digue, ces réservoirs présentent un dénivelé de 8 à 10 mètres et sont infranchissables depuis leur construction autorisée et réalisée fin des années 1980-début années 1990. De plus, ces deux réservoirs de soutien d'étiage sont situés sur des cours d'eau non retenus comme prioritaires dans les politiques de restauration de la continuité écologique.

Selon le cadre réglementaire, ces rehausses doivent faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative suite à une procédure d'enquêtes publiques. Or ces rehausses envisagées ne dégraderont pas le caractère déjà infranchissable et la gestion des débits lâchers ne sera pas substantiellement modifiée, le volume de rehausse devant permettre de prolonger la réalimentation en fin de campagne de soutien d'étiage (fin d'été, début d'automne).

Ces projets de rehausses de réservoirs de soutien d'étiage d'intérêt général, soumis à nouvelle autorisation, doivent faire l'objet d'une dérogation explicite à l'application de cette disposition.

Au-delà du cas du Midour, ce type d'exception est nécessaire pour éclairer les propositions d'actions d'infrastructures de stockage visant à la résorption des déséquilibres dans le cadre des démarches de projet de territoire Adour amont Aire et Douze.

Disposition D9 - Améliorer la gestion des matériaux stockés dans les retenues pour favoriser le transport naturel des sédiments des cours d'eau

Cette disposition prévoit que « *Sur les ouvrages existants, dans la mesure où ces opérations [dégravage et curage] sont compatibles avec les objectifs de la masse d'eau, des dispositifs adaptés sont réalisés par les maîtres d'ouvrage pour assurer le transit sédimentaire, en privilégiant une gestion et une instruction pluriannuelles.* »

De même que pour la continuité écologique, il y a lieu de distinguer et de faire exception pour les réservoirs existants en remblai compacté, notamment les plus importants destinés au soutien d'étiage, qui de par leur conception avec digue, ne sont pas équipés de tels dispositifs et ne peuvent pas en être équipés sauf à déstructurer l'ouvrage.

Par contre, on peut souligner que par leur fonctionnement par prise de fond, ces réservoirs structurants assurent néanmoins une partie du transit sédimentaire. L'EPTB a déjà engagé des opérations de gestion hivernale et souhaite échanger avec l'autorité administrative et les acteurs locaux pour en définir et cadrer les modalités les plus adaptées au cas par cas.



Disposition D12 - Intégrer la préservation de la ressource en eau dans les schémas régionaux des carrières (SRC)

« Pour les extractions en zone alluvionnaire, les SRC prévoient des modalités de fin de gestion compatibles avec les objectifs des masses d'eau superficielles ou souterraines et sans dégradation de la qualité des eaux. »

En cohérence avec la proposition relative à la disposition C24 sur la mobilisation de la ressource de nappe alluviale, les modalités de fin de gestion pourraient prévoir dès le dossier d'autorisation d'éventuelles nouvelles gravières en milieu alluvionnaire l'utilisation de ces plans d'eau en fin d'exploitation comme des bassines. Il pourrait être prévu dès l'origine de les imperméabiliser en redéposant les matériaux fins de couverture dégagés au départ de l'exploitation. Cette quasi-imperméabilisation permettrait de ne valoriser en cours d'étiage qu'un volume maximal inférieur ou égal à leur volume physique, réduisant ainsi les éventuels impacts quantitatifs et qualitatifs par échanges avec la nappe inhérents au pompage dans des gravières non colmatées.

Identifier les territoires concernés par une forte densité de petits plans d'eau, et réduire les impacts cumulés des plans d'eau

La rédaction des objectifs de cette disposition vise clairement la limitation des réservoirs sur les têtes de bassins versants.

Il conviendrait de mentionner explicitement que cette disposition ne s'applique pas aux gravières alluvionnaires, et notamment dans le cas où elles seraient relativement colmatées, puisque pour une gravière en relation avec la nappe, le volume utilisé en regard du remplissage doit être expertisé selon les propositions formulées dans la disposition C24 ; et pour les gravières colmatées, le volume utilisé ne correspondrait qu'à l'impluvium hivernal, s'apparentant ainsi au fonctionnement d'une retenue déconnectée de substitution, à remplissage hivernal.

Disposition D15 - Connaître et gérer les plans d'eau existants en vue d'améliorer l'état des milieux aquatiques

Cette disposition prévoit que « l'autorité administrative initie la mise en conformité des ouvrages portant atteinte aux enjeux environnementaux, notamment sur la base de ces connaissances, ou leur démantèlement, en particulier s'ils sont jugés dangereux pour la sécurité publique ».

L'EPTB propriétaire de 22 réservoirs développe depuis une douzaine d'années un suivi de la qualité des eaux en lien avec la présence de ses ouvrages. Il est constaté des apports en provenance des bassins versants (notamment nutriments et MES) dus à des pollutions ponctuelles ou diffuses.

Il en ressort la nécessité d'assurer un suivi en amont et en aval des ouvrages, afin d'y développer les actions de prévention et d'évitement, et de ne pas faire porter toute la responsabilité de la dégradation des masses d'eau en aval au propriétaire de l'ouvrage.

Par ailleurs, il convient de définir :

1/ quels sont les enjeux environnementaux visés ?

2/ quelle procédure de mise en conformité des ouvrages portant atteinte aux enjeux environnementaux ?

Dispositions D24 et D25 - Préservation des têtes de bassins versants

L'EPTB souligne l'importance de ces dispositions pour la préservation de la qualité de eaux des bassins versants en amont des réservoirs de soutien d'étiage, en lien avec les dispositions B20 et B21.

Par rapport à ces enjeux, il convient de mettre en place des outils pertinents et définir les moyens techniques et financiers de leur mise en œuvre, en coordination avec l'application des réglementations sur ces bassins versants.